

Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille

Conclue à Londres le 7 juillet 1978

Les Parties à la présente Convention,

désireuses d'améliorer la sauvegarde de la vie humaine et des biens en mer et la protection du milieu marin en établissant d'un commun accord des normes internationales de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille,

considérant que le meilleur moyen d'atteindre ce but est de conclure une convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille,

sont convenues de ce qui suit:

Art. I Obligations générales découlant de la Convention

1. Les Parties s'engagent à donner effet aux dispositions de la Convention et de son Annexe, qui fait partie intégrante de la Convention. Toute référence à la Convention constitue en même temps une référence à l'Annexe.

2. Les Parties s'engagent à promulguer toutes lois et tous décrets, ordres et règlements et à prendre toutes autres mesures nécessaires pour donner à la Convention son plein et entier effet, afin de garantir que, du point de vue de la sauvegarde de la vie humaine et des biens en mer ainsi que de la protection du milieu marin, les gens de mer à bord des navires ont les qualifications et l'aptitude correspondant à leurs fonctions.

Art. II Définitions

Aux fins de la Convention, sauf disposition expresse contraire:

- a) le terme «Partie» désigne un Etat à l'égard duquel la Convention est entrée en vigueur;
- b) le terme «Administration» désigne le Gouvernement de la Partie dont le navire est autorisé à battre le pavillon;

- c) le terme «brevet» désigne un document valide, quelle que soit son appellation, délivré par l'Administration ou avec l'autorisation de cette dernière, ou reconnu par l'Administration, et habilitant le titulaire à remplir les fonctions énoncées dans ledit document ou autorisées par les règlements nationaux;
- d) le terme «breveté» signifie ayant obtenu un brevet dans les conditions requises;
- e) le terme «Organisation» désigne l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime² (OMCI);
- f) l'expression «Secrétaire général» désigne le Secrétaire général de l'Organisation,
- g) l'expression «navire de mer» désigne un navire autre que les navires qui naviguent exclusivement dans les eaux intérieures ou dans des eaux situées à l'intérieur ou au proche voisinage d'eaux abritées ou de zones où s'appliquent les règlements portuaires,
- h) l'expression «navire de pêche» désigne un navire utilisé pour la capture du poisson, des baleines, des phoques, des morses ou autres ressources vivantes de la mer;
- i) l'expression «Règlements des radiocommunications» désigne les Règlements des radiocommunications annexés ou considérés comme annexés à la plus récente Convention internationale des télécommunications en vigueur à un moment donné.

Art. III Champ d'application

La Convention s'applique aux gens de mer servant à bord des navires de mer qui sont autorisés à battre le pavillon d'une Partie, à l'exception de ceux qui servent à bord:

- a) des navires de guerre, navires de guerre auxiliaires ou autres navires appartenant à un Etat ou exploités par cet Etat tant que celui-ci les utilise exclusivement à des fins gouvernementales et non commerciales; toutefois, chaque Partie doit s'assurer, en prenant des mesures appropriées qui ne compromettent pas les opérations ou la capacité opérationnelle des navires de ce type lui appartenant ou exploités par elle, que les personnes servant à bord de ces navires répondent aux prescriptions de la Convention, pour autant que cela soit raisonnable dans la pratique;
- b) des navires de pêche;
- c) des yachts de plaisance ne se livrant à aucun trafic commercial;
- d) des navires en bois de construction primitive.

² Depuis le 22 mai 1982, l'Organisation porte le nom d'«Organisation Maritime Internationale».

Art. IV Communication de renseignements

1. Les Parties communiquent le plus rapidement possible au Secrétaire général:
 - a) le texte des lois, décrets, ordres, règlements et instruments promulgués sur les différentes questions qui entrent dans le champ d'application de la Convention;
 - b) tous les détails, le cas échéant, sur le programme et la durée des études, ainsi que sur les examens et autres conditions qu'elles prévoient à l'échelon national pour la délivrance de chaque brevet conformément à la Convention;
 - c) un nombre suffisant de modèles des brevets délivrés conformément à la Convention.
2. Le Secrétaire général informe toutes les Parties de toute communication reçue en vertu de l'al. a) du par. 1) et en particulier, il leur diffuse sur demande, aux fins des art. IX et X, les renseignements qui lui ont été communiqués au titre des al. b) et c) du par. 1).

Art. V Autres traités et interprétation

1. Tous les traités, conventions et arrangements antérieurs qui se rapportent aux normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille et qui sont en vigueur entre les Parties conservent leur plein et entier effet, pendant la durée qui leur est assignée, en ce qui concerne:
 - a) les gens de mer auxquels la présente Convention ne s'applique pas;
 - b) les gens de mers auxquels la présente Convention s'applique, pour ce qui est des points qui n'y font pas l'objet de prescriptions expresses.
2. Toutefois, dans la mesure où de tels traités, conventions ou arrangements sont en conflit avec les prescriptions de la Convention, les Parties revoient les engagements qu'elles ont contractés en vertu desdits traités, conventions et arrangements afin d'éviter tout conflit entre ces engagements et les obligations découlant de la Convention.
3. Tous les points qui ne font pas l'objet de prescriptions expresses dans la convention restent soumis à la législation des Parties.
4. Aucune disposition de la Convention ne préjuge la codification et l'élaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer convoquée en vertu de la résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, ni les revendications et positions juridiques présentes ou futures de tout Etat touchant le droit de la mer et la nature et l'étendue de la juridiction de l'Etat côtier et de l'Etat du pavillon.

Art. VI Brevets

1. Des brevets sont délivrés aux candidats aux fonctions de capitaine, d'officier, de matelot ou de mécanicien qui, à la satisfaction de l'Administration, remplissent les conditions requises en matière de service, d'âge, d'aptitude physique, de formation, de qualifications et d'examens conformément aux dispositions appropriées de l'Annexe de la Convention.

2. Les brevets de capitaine et d'officier délivrés conformément aux dispositions du présent article sont visés, par l'Administration qui les délivre, de la manière prescrite à la règle I/2 de l'Annexe. Si la langue utilisée n'est pas l'anglais, une traduction dans cette langue doit être jointe.

Art. VII Dispositions transitoires

1. Un brevet d'aptitude ou une attestation de service portant sur une fonction pour laquelle la Convention exige un brevet, qui a été délivré avant l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard d'une Partie en conformité de la législation de cette Partie ou des Règlements des radiocommunications, est reconnu comme habilitant son titulaire à exercer ladite fonction après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de ladite Partie.

2. Après l'entrée en vigueur de la convention à l'égard d'une Partie, son Administration peut continuer à délivrer des brevets d'aptitude conformément à la pratique établie, pendant une période n'excédant pas cinq ans. Ces brevets sont réputés valides aux fins de la Convention. Au cours de cette période transitoire, il n'est délivré de tels brevets qu'aux gens de mer qui ont commencé leur service en mer avant l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Partie considérée dans le service spécialisé du navire auquel ces brevets se rapportaient. L'Administration veille à ce que tous les autres candidats à un brevet passent des examens et obtiennent leurs brevets conformément aux dispositions de la Convention.

3. Une Partie peut, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, délivrer une attestation de service aux gens de mer qui ne possèdent pas un brevet approprié en vertu de la Convention, ni un brevet d'aptitude délivré en vertu de la législation de ladite Partie avant l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de cette Partie, mais qui:

- a) ont occupé les fonctions pour lesquelles ils cherchent à obtenir une attestation de service pendant au moins trois années en mer au cours des sept années précédant l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de cette Partie;
- b) ont fourni une preuve attestant qu'ils se sont acquittés de ces fonctions de façon satisfaisante;
- c) ont prouvé à l'Administration leur aptitude physique, notamment en ce qui concerne leur acuité visuelle et auditive, compte tenu de leur âge au moment où ils présentent leur demande.

Aux fins de la Convention, une attestation de service délivrée en application du présent paragraphe est considérée comme l'équivalent d'un brevet délivré conformément aux dispositions de la Convention.

Art. VIII Dispenses

1. Dans des circonstances d'extrême nécessité, les Administrations peuvent, si elles estiment qu'il n'en découle aucun danger pour les personnes, les biens ou l'environnement, délivrer une dispense afin de permettre à un marin donné de servir à bord d'un navire donné pendant une période donnée ne dépassant pas six mois dans des fonctions pour lesquelles il ne détient pas le brevet approprié, à condition d'être convaincu que le titulaire de la dispense possède des qualifications suffisantes pour occuper le poste vacant d'une manière offrant toute sécurité. Cette dispense n'est accordée pour le poste d'officier radioélectricien ou d'opérateur radiotéléphoniste que dans les circonstances prévues par les dispositions pertinentes des Règlements des radiocommunications. Toutefois, une dispense ne doit pas être accordée pour les fonctions de capitaine ou de chef mécanicien, sauf en cas de force majeure et seulement pendant une période aussi courte que possible.
2. Toute dispense accordée pour un poste ne doit l'être qu'à une personne possédant le brevet requis pour occuper le poste immédiatement au-dessous. Lorsque, pour le poste au-dessous, aucun brevet n'est requis au titre de la Convention, une dispense peut être accordée à une personne dont les qualifications et l'expérience sont, de l'avis de l'Administration, d'un niveau équivalant nettement à celui qui est requis pour le poste à pourvoir, à condition que cette personne soit invitée, si elle ne détient pas de brevet approprié, à passer un test accepté par l'Administration pour démontrer qu'une telle dispense peut lui être accordée en toute sécurité. En outre, les Administrations doivent s'assurer que le poste en question sera occupé dès que possible par le titulaire d'un brevet approprié.
3. Les Parties envoient au Secrétaire général, dès que possible après le 1^{er} janvier de chaque année, un rapport donnant des renseignements sur le nombre total de dispenses délivrées pendant l'année à des navires de mer au titre de chacune des fonctions pour lesquelles un brevet est requis, ainsi que des renseignements sur le nombre de ces navires ayant une jauge brute supérieure et inférieure à 1600 tonneaux.

Art. IX Equivalences

1. Les dispositions de la Convention n'interdisent pas à une Administration de conserver ou d'adopter d'autres méthodes d'instruction et d'entraînement, y compris celles qui comportent un service en mer et une organisation de bord spécialement adaptés aux progrès techniques et à des types particuliers de navires et de services, à condition que le niveau du service en mer, des connaissances et de l'efficacité atteint en matière de navigation et de maniement technique du navire et de la cargaison assure un degré de sécurité en mer et ait des effets, en ce qui concerne la prévention de la pollution, au moins équivalents à ceux des prescriptions de la Convention.

2. Des détails sur ces méthodes sont communiqués dès que possible au Secrétaire général qui renseigne toutes les Parties à ce sujet.

Art. X Contrôle

1. Les navires, à l'exception des navires exclus par l'art. III, sont soumis dans les ports d'une Partie à des contrôles effectués par des fonctionnaires dûment autorisés par cette Partie, afin de vérifier que tous les gens de mer servant à bord qui sont tenus d'être titulaires d'un brevet au titre de la Convention sont détenteurs dudit brevet ou d'une dispense appropriée. Un brevet est accepté à moins qu'il n'y ait de bonnes raisons de penser qu'il a été obtenu de façon frauduleuse ou que le détenteur du brevet n'est pas la personne à qui ce dernier a été initialement délivré.

2. Dans les cas où il constate des carences au titre des dispositions du par. 1) ou des procédures indiquées dans la règle I/4 intitulée «Procédure de contrôle», le fonctionnaire chargé du contrôle en informe immédiatement par écrit le capitaine du navire et le consul ou, en son absence, le représentant diplomatique le plus proche ou l'autorité maritime de l'Etat dont le navire est autorisé à battre le pavillon afin que des mesures appropriées soient prises. Cette notification fait état de façon détaillée des carences qui ont été constatées et des raisons pour lesquelles la Partie considère que ces carences présentent un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.

3. Lorsqu'un contrôle est exercé au titre du par. 1), si, compte tenu des dimensions et du type du navire, ainsi que de la longueur et de la nature du voyage, il n'est pas remédié aux carences mentionnées au par. 3 de la règle I/4 et s'il apparaît qu'il en résulte un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement, la Partie qui exerce le contrôle prend les mesures nécessaires pour que le navire n'appareille pas avant qu'il soit satisfait à ces prescriptions dans la mesure suffisante pour supprimer le danger. Il est rendu compte rapidement au Secrétaire général des faits concernant les mesures prises.

4. Lorsqu'un contrôle est exercé en vertu du présent article, tous les efforts possibles sont faits pour éviter qu'un navire ne soit inutilement retenu ou retardé. Si un navire est inutilement retenu ou retardé, il a droit à une indemnisation pour toute perte ou tout dommage en résultant.

5. Le présent article est appliqué de sorte que les navires battant le pavillon d'une Partie non contractante ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable que celui réservé aux navires battant pavillon d'une Partie.

Art. XI Promotion de la coopération technique

1. Les Parties à la Convention doivent, en consultation avec l'Organisation et avec son appui, promouvoir l'aide à apporter aux Parties qui demandent une assistance technique pour:

- a) former du personnel administratif et technique;
- b) créer des établissements pour la formation des gens de mer;

- c) se procurer des équipements et des installations pour les établissements de formation;
- d) mettre au point des programmes de formation appropriés, comprenant une formation pratique à bord de navires de mer; et
- e) faciliter l'adoption d'autres mesures et dispositions susceptibles d'améliorer les qualifications des gens de mer;

de préférence à l'échelon national, sous-régional ou régional, de façon à favoriser la réalisation des objectifs de la Convention, compte tenu des besoins particuliers des pays en développement à cet égard.

2. Pour sa part, l'Organisation poursuit ses efforts dans le sens indiqué ci-dessus, de façon appropriée, en consultation ou en association avec d'autres organisations internationales, notamment l'Organisation internationale du travail.

Art. XII Amendements

1. La Convention peut être modifiée par l'une ou l'autre des procédures ci-après:

- a) amendements après examen par l'Organisation:
 - i) tout amendement proposé par une Partie est soumis au Secrétaire général et diffusé par celui-ci à tous les Membres de l'Organisation, à toutes les Parties et au Directeur général du Bureau international du travail six mois au moins avant son examen;
 - ii) tout amendement ainsi proposé et diffusé est soumis au Comité de la sécurité maritime de l'Organisation pour examen;
 - iii) les Parties, qu'elles soient ou non Membres de l'Organisation, sont autorisées à participer aux délibérations du Comité de la sécurité maritime aux fins de l'examen et de l'adoption des amendements;
 - iv) les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes au sein du Comité de la sécurité maritime élargi conformément à l'al. a) iii) (ci-après dénommé «Comité de la sécurité maritime élargi»), à condition qu'un tiers au moins des Parties soit présent au moment du vote;
 - v) les amendements ainsi adoptés sont communiqués par le Secrétaire général à toutes les Parties, aux fins d'acceptation;
 - vi) un amendement à un article est réputé avoir été accepté à la date à laquelle il a été accepté par les deux tiers des Parties;
 - vii) un amendement à l'Annexe est réputé avoir été accepté:
 - 1. à l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date à laquelle il est communiqué aux Parties pour acceptation; ou
 - 2. à l'expiration de toute autre période, qui ne pourra toutefois être inférieure à un an, s'il en est décidé ainsi au moment de son adoption par une majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes au sein du Comité de la sécurité maritime élargi;

toutefois, l'amendement est réputé ne pas avoir été accepté si, pendant la période ainsi spécifiée, plus d'un tiers des Parties, ou des Parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 p. 100 au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce d'une jauge brute égale ou supérieure à 100 tonnes, notifient au Secrétaire général qu'elles élèvent une objection contre cet amendement;

- viii) un amendement à un article entre en vigueur, à l'égard des Parties qui l'ont accepté, six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté, et il entre en vigueur, à l'égard de chaque Partie qui l'accepte après cette date, six mois après son acceptation par cette Partie;
 - ix) un amendement à l'Annexe entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties, à l'exception de celles qui ont élevé une objection contre ledit amendement conformément à l'al. a) vii) et qui n'ont pas retiré cette objection, six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté. Avant la date fixée pour l'entrée en vigueur d'un amendement, toute Partie peut notifier au Secrétaire général qu'elle se dispense de donner effet à l'amendement pendant une période qui ne dépasse pas un an à compter de la date de son entrée en vigueur, ou pendant une période plus longue si la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes au sein du Comité de la sécurité maritime élargi en décide ainsi au moment de l'adoption de l'amendement;
- b) amendement par une conférence:
- i) à la demande d'une Partie appuyée par un tiers au moins des Parties, l'Organisation convoque, en association ou en consultation avec le Directeur général du Bureau international du travail, une conférence des Parties pour examiner les amendements à la Convention;
 - ii) tout amendement adopté par cette conférence à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes est communiqué par le Secrétaire général à toutes les Parties aux fins d'acceptation;
 - iii) à moins que la conférence n'en décide autrement, l'amendement est réputé avoir été accepté et entre en vigueur selon les procédures prévues respectivement aux al. a) vi) et a) viii) ou aux al. a) vii) et a) ix), à condition que les références au Comité de la sécurité maritime élargi contenues dans ces alinéas soient considérées comme des références à la conférence.

2. Toute déclaration d'acceptation ou d'objection relative à un amendement ou toute notification communiquée en vertu de l'al. a) ix) du par. 1) doivent être adressées par écrit au Secrétaire général. Celui-ci informe toutes les Parties de cette communication et de la date à laquelle il l'a reçue.

3. Le Secrétaire général informe toutes les Parties de tout amendement qui entre en vigueur, ainsi que la date à laquelle cet amendement entre en vigueur.

Art. XIII Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. La Convention reste ouverte à la signature, au siège de l'Organisation du 1^{er} décembre 1978 au 30 novembre 1979, et reste ensuite ouverte à l'adhésion. Tout Etat peut devenir Partie par:

- a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
- b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- c) adhésion.

2. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

3. Le Secrétaire général informe tous les Etats ayant signé la Convention ou y ayant adhéré et le Directeur général du Bureau international du travail de toute signature ou du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date de ce dépôt.

Art. XIV Entrée en vigueur

1. La Convention entre en vigueur douze mois après la date à laquelle au moins vingt-cinq Etats dont les flottes marchandes représentent au total au moins 50 p. 100 du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce d'une jauge brute égale ou supérieure à 100 tonneaux ont, soit signé cette convention sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit déposé les instruments requis de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, conformément aux dispositions de l'art. XIII.

2. Le Secrétaire général informe tous les Etats qui ont signé la Convention ou qui y ont adhéré de la date de son entrée en vigueur.

3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé au cours des douze mois mentionnés au par. 1) prend effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention ou trois mois après la date de dépôt de l'instrument, si cette dernière est postérieure.

4. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur de la Convention prend effet trois mois après la date du dépôt.

5. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date à laquelle un amendement est réputé avoir été accepté conformément à l'art. XII s'applique à la Convention dans sa forme modifiée.

Art. XV Dénonciation

1. La Convention peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur pour cette Partie.

2. La dénonciation s'effectue au moyen d'une notification écrite adressée au Secrétaire général, qui communique la teneur et la date de réception de cette notification ainsi que la date à laquelle la dénonciation prend effet à toutes les autres Parties et au Directeur général du Bureau international du travail.

3. La dénonciation prend effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification, ou à l'expiration de tout autre délai plus important énoncé dans la notification.

Art. XVI Dépôt et enregistrement

1. La Convention est déposée auprès du Secrétaire général, qui en adresse des copies certifiées conformes à tous les Etats qui ont signé la Convention ou qui y adhèrent.

2. Dès l'entrée en vigueur de la Convention, son texte est transmis par le Secrétaire général au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour être enregistré et publié conformément à l'art. 102 de la Charte des Nations Unies.

Art. XVII Langues

La Convention est établie en un seul exemplaire en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. Il en est fait des traductions officielles en langues allemande et arabe qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature à la Convention.

Fait à Londres ce sept juillet mil neuf cent soixante-dix-huit.

(Suivent les signatures)

Annexe⁴

⁴ Cette annexe et les amendements cités n'est pas publié.
Des tirés à part peuvent être obtenus auprès de l'Office fédéral de la construction et de la logistique, 3003 Berne ou à son site internet: www.publicationsfederales.admin.ch.

Champ d'application le 29 juin 2016⁵

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) Signature sans réserve de ratification (Si)		Entrée en vigueur	
Afrique du Sud	27 juillet	1983 A	28 avril	1984
Albanie	20 mars	2002 A	20 juin	2002
Algérie	28 octobre	1988 A	28 janvier	1989
Allemagne	28 mai	1982	28 avril	1984
Angola	3 octobre	1991 A	3 janvier	1992
Antigua-et-Barbuda	5 février	1997 A	5 mai	1997
Arabie Saoudite	29 novembre	1990 A	1 ^{er} mars	1991
Argentine	6 octobre	1982 A	28 avril	1984
Australie*	7 novembre	1983	28 avril	1984
Autriche	29 janvier	1997 A	29 avril	1997
Azerbaïdjan	1 ^{er} juillet	1997 A	1 ^{er} octobre	1997
Bahamas	7 juin	1983 A	28 avril	1984
Bahreïn	13 juin	1996 A	13 septembre	1996
Bangladesh	6 novembre	1981 A	28 avril	1984
Barbade	6 mai	1994 A	6 août	1994
Belgique	14 septembre	1982	28 avril	1984
Belize	24 janvier	1997 A	24 avril	1997
Bénin	1 ^{er} novembre	1985 A	1 ^{er} février	1986
Bolivie	11 avril	1988 A	11 juillet	1988
Brésil	17 janvier	1984 A	28 avril	1984
Brunéi	23 octobre	1986 A	23 janvier	1987
Bulgarie	31 mars	1982 A	28 avril	1984
Cambodge	8 juin	2001 A	8 septembre	2001
Cameroun	6 juin	1989 A	6 septembre	1989
Canada*	6 novembre	1987 A	6 février	1988
Cap-Vert	18 septembre	1989 A	18 décembre	1989
Chili*	9 juin	1987 A	9 septembre	1987
Chine*	8 juin	1981	28 avril	1984
Hong Kong ^a	5 juin	1997	1 ^{er} juillet	1997
Macao	18 mai	2005 A	18 mai	2005
Chypre	28 mars	1985 A	28 juin	1985
Colombie	27 juillet	1981 A	28 avril	1984
Comores	22 novembre	2000 A	22 février	2001
Congo (Brazzaville)	7 août	2002 A	7 novembre	2002
Congo (Kinshasa)	4 avril	1995 A	4 juillet	1995
Corée (Nord)	1 ^{er} mai	1985 A	1 ^{er} août	1985
Corée (Sud)	4 avril	1985 A	4 juillet	1985

⁵ Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (www.dfae.admin.ch/traites).

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) Signature sans réserve de ratification (Si)		Entrée en vigueur	
Côte d'Ivoire	5 octobre	1987 A	5 janvier	1988
Croatie	27 juillet	1992 S	8 octobre	1991
Cuba	5 décembre	1989 A	5 mars	1990
Danemark* b	20 janvier	1981	28 avril	1984
Iles Féroé	20 janvier	1981	28 avril	1984
Djibouti	12 octobre	2015	12 janvier	2016
Dominique	21 juin	2000 A	21 septembre	2000
Egypte	22 septembre	1980 A	28 avril	1984
El Salvador	29 novembre	2012 A	1 ^{er} mars	2013
Emirats arabes unis	15 décembre	1983 A	28 avril	1984
Equateur	17 mai	1988 A	17 août	1988
Erythrée	22 avril	1996 A	22 juillet	1996
Espagne	21 octobre	1980 A	28 avril	1984
Estonie	29 août	1995 A	29 novembre	1995
Etats-Unis	1 ^{er} juillet	1991 A	1 ^{er} octobre	1991
Ethiopie	18 juillet	1985 A	18 octobre	1985
Fidji	27 mars	1991 A	27 juin	1991
Finlande	27 janvier	1984	28 avril	1984
France	11 juillet	1980	28 avril	1984
Gabon	21 janvier	1982 A	28 avril	1984
Gambie	1 ^{er} novembre	1991 A	1 ^{er} février	1992
Géorgie	19 avril	1994 A	19 juillet	1994
Ghana	26 janvier	1989 A	26 avril	1989
Grèce	22 mars	1983	28 avril	1984
Grenade	28 juin	2004 A	28 juin	2004
Guatemala	17 septembre	2002 A	17 décembre	2002
Guinée	5 août	1994 A	5 novembre	1994
Guinée équatoriale	24 avril	1996 A	24 juillet	1996
Guyana	26 novembre	1997	26 février	1998
Haïti	6 avril	1989 A	6 juillet	1989
Honduras	24 septembre	1985 A	24 décembre	1985
Hongrie	15 octobre	1985 A	15 janvier	1986
Iles Cook	17 février	2010 A	17 mai	2010
Iles Marshall	25 avril	1989 A	25 juillet	1989
Iles Salomon	1 ^{er} juin	1994 A	1 ^{er} septembre	1994
Inde	16 novembre	1984 A	16 février	1985
Indonésie	27 janvier	1987 A	27 avril	1987
Iran	1 ^{er} août	1996 A	1 ^{er} novembre	1996
Iraq	10 décembre	2001 A	10 mars	2002
Irlande	11 septembre	1984	11 décembre	1984
Islande	21 mars	1995 A	21 juin	1995

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) Signature sans réserve de ratification (Si)		Entrée en vigueur	
Israël	16 janvier	1986 A	16 avril	1986
Italie	26 août	1987 A	26 novembre	1987
Jamaïque	19 février	1987 A	19 mai	1987
Japon	27 mai	1982 A	28 avril	1984
Jordanie	17 mai	2000 A	17 août	2000
Kazakhstan	7 mars	1994 A	7 juin	1994
Kenya	15 décembre	1992 A	15 mars	1993
Kiribati	5 août	1987 A	5 novembre	1987
Koweït	22 mai	1998 A	22 août	1998
Lettonie	20 mai	1992 A	20 août	1992
Liban	5 décembre	1994 A	5 mars	1995
Libéria	28 octobre	1980	28 avril	1984
Libye	10 août	1983 A	28 avril	1984
Lituanie	4 décembre	1991 A	4 mars	1992
Luxembourg	14 février	1991 A	14 mai	1991
Madagascar	7 mars	1996 A	7 juin	1996
Malaisie	30 janvier	1992 A	30 avril	1992
Malawi	9 mars	1993 A	9 juin	1993
Maldives	22 janvier	1987 A	22 avril	1987
Malte	21 juin	1991 A	21 septembre	1991
Maroc	22 juillet	1997 A	22 octobre	1997
Maurice	4 juillet	1991 A	4 octobre	1991
Mauritanie	17 novembre	1995 A	17 février	1996
Mexique	2 février	1982 A	28 avril	1984
Micronésie	14 juillet	1998 A	14 octobre	1998
Moldova	11 octobre	2005 A	11 janvier	2006
Mongolie	26 juin	2002 A	26 septembre	2002
Monténégro	3 juin	2006 S	3 juin	2006
Mozambique	15 novembre	1985 A	15 février	1986
Myanmar	4 mai	1988 A	4 août	1988
Namibie	24 janvier	2005 A	24 avril	2005
Nicaragua	9 mars	2009 A	9 juin	2009
Nigéria	13 novembre	1984 A	13 février	1985
Nioué	18 mai	2012 A	18 août	2012
Norvège	18 janvier	1982	28 avril	1984
Nouvelle-Zélande* c	30 juillet	1986 A	30 octobre	1986
Oman	24 septembre	1990 A	24 décembre	1990
Pakistan	10 avril	1985 A	10 juillet	1985
Palaos	29 septembre	2011 A	29 décembre	2011
Panama	29 juin	1992 A	29 septembre	1992
Papouasie-Nouvelle-Guinée	28 octobre	1991 A	28 janvier	1992

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) Signature sans réserve de ratification (Si)		Entrée en vigueur	
Pays-Bas	26 juillet	1985 A	26 octobre	1985
Aruba	24 décembre	1985	1 ^{er} janvier	1986
Curaçao	26 juillet	1985	26 octobre	1985
Partie caraïbe (Bonaire, Sint Eustatius et Saba)	26 juillet	1985	26 octobre	1985
Sint Maarten	26 juillet	1985	26 octobre	1985
Pérou	16 juillet	1982 A	28 avril	1984
Philippines	22 février	1984 A	22 mai	1984
Pologne	27 avril	1983	28 avril	1984
Portugal	30 octobre	1985 A	30 janvier	1986
Qatar	29 mai	2002 A	29 août	2002
République tchèque	19 octobre	1993 S	1 ^{er} janvier	1993
République dominicaine	9 juin	2016 A	9 septembre	2016
Roumanie	11 janvier	1993 A	11 avril	1993
Royaume-Uni	28 novembre	1990 A	28 avril	1984
Bermudes	30 décembre	1988	1 ^{er} janvier	1989
Gibraltar	27 septembre	1995	27 septembre	1995
Ile de Man	9 avril	1985	1 ^{er} juillet	1985
Iles Cayman	5 avril	1991	1 ^{er} avril	1991
Iles Vierges britanniques	19 juin	2006	19 juin	2006
Russie	9 octobre	1979 Si	28 avril	1984
Sainte-Lucie	20 mai	2004 A	20 avril	2004
Saint-Kitts-et-Nevis	11 juin	2004 A	11 juin	2004
Saint-Vincent-et- les-Grenadines	28 juin	1995 A	28 septembre	1995
Samoa	24 mai	1993 A	24 août	1993
Sao Tomé-et-Principe	29 octobre	1998 A	29 janvier	1999
Sénégal	16 janvier	1997 A	16 avril	1997
Serbie	27 avril	1992 S	5 février	1985
Seychelles	22 août	1988 A	22 novembre	1988
Sierra Leone	13 août	1993 A	13 novembre	1993
Singapour	1 ^{er} mai	1988 A	1 ^{er} août	1988
Slovaquie	30 janvier	1995 S	1 ^{er} janvier	1993
Slovénie	12 novembre	1992 S	25 juin	1991
Soudan	26 février	1997 A	26 mai	1997
Sri Lanka	22 janvier	1987 A	22 avril	1987
Suède	8 janvier	1981	28 avril	1984
Suisse	15 décembre	1987	15 mars	1988
Suriname	10 décembre	2013 A	10 mars	2014
Syrie	20 juillet	2001 A	20 octobre	2001
Tanzanie	27 octobre	1982 A	28 avril	1984

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
	Adhésion (A)	Déclaration de succession (S)	Signature sans réserve de ratification (Si)	
Thaïlande	19 juin	1997 A	19 septembre	1997
Togo	19 juillet	1989 A	19 octobre	1989
Tonga	7 février	1995 A	7 mai	1995
Trinité-et-Tobago	3 février	1989 A	3 mai	1989
Tunisie	8 février	1995 A	8 mai	1995
Turkménistan	4 février	2009 A	4 mai	2009
Turquie	28 juillet	1992 A	28 octobre	1992
Tuvalu	22 août	1985 A	22 novembre	1985
Ukraine	7 janvier	1997 A	7 avril	1997
Uruguay	3 août	1993 A	3 novembre	1993
Vanuatu	22 avril	1991 A	22 juillet	1991
Venezuela	13 octobre	1987 A	13 janvier	1988
Vietnam	18 décembre	1990 A	18 mars	1991
Yémen	14 février	2005 A	14 mai	2005

* Réserves et déclarations.

Les réserves, déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet de l'Organisation maritime internationale (OMI): http://www.imo.org/Conventions/mainframe.asp?topic_id=374 ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.

- a Du 3 nov. 1984 au 30 juin 1997, la Convention était applicable à Hong Kong sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Royaume-Uni. A partir du 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration chinoise du 5 juin 1997, la conv. est également applicable à la RAS Hong Kong à partir du 1^{er} juillet 1997.
- b La Convention ne s'applique pas au Groënland.
- c La Convention ne s'applique pas à Tokelau.